

COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES

RAPPORT D'EVALUATION

*Présenté par Mr Francis RIMARK, Président de la CLECT,
Assisté de Mr Hervé GAYRARD, Vice-président de la CLECT*



JUILLET 2018

REUNION DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES DU 11 JUILLET 2018

PRESENTS

Mr Gayrard hervé (Bayon)
Mr Roturier Jacky (Berson)
Mr Rimark Francis (Blaye)
Mr Jourdan Alain (Cars)
Mr Rodriguez Raymond (Gauriac)
Mr Cluzeau Hervé (Générac)
Mr Gaudinière Jean-Claude (Plassac)
Mme Baude Stéphanie (Saint Christoly)
Mme Vergès Catherine (Villeneuve)
Mr Sarton Michel (Saint Genès)
Mr Page Eric (Saint Girons d'Aiguevives)
Mr Margueritte Bernard (Saint Martin Lacaussade)
Mr Duez Jean-Pierre (Saint Paul)
Mr Domens Jean-pierre (Saint Vivien de Blaye)
Mr Audouin Michel (Samonac)
Mme Soulard Marle-claire (Saugon)
Mr De Pardieu François (Saint Ciers de Canesse)

Pouvoirs :

Présents non votant :

Mme Blouin Josette (Bayon)
Mr Baldès Denis (Blaye)
Mme Cadusseau Emmanuelle (Générac)
Mr Moulin Emmanuel (Saint Christoly)
Mr Belaïd Abdel (Villeneuve)
Mme Diver Brigitte (Saint Martin Lacaussade)
Mr Frappé Janick (Saugon)

Assistaient également :

Mr Chichery Pascal (DGA de la CCB)

Les conditions de quorum étant remplies, la commission peut valablement délibérer.

Le présent rapport a pour objet de présenter le résultat des réflexions et des travaux de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) suite aux transferts de compétence ayant pris effet au 1^{er} janvier 2018.

Ces travaux ont pour finalité de déterminer le montant des charges transférées, représentant la différence entre les ressources et les charges transférées à la communauté de Communes.

LE RÔLE DE LA CLECT

Les communautés de communes faisant application des dispositions fiscales prévues au III de l'article 1609 quinquies du Code Général des Impôts (CGI) peuvent percevoir la taxe professionnelle selon les dispositions prévues à l'article 1609 nonies C du CGI.

Selon l'article 1609 nonies C IV du CGI, il est créé entre l'établissement public de coopération intercommunal (EPCI) soumis aux dispositions fiscales précitées et les communes membres, une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charge.

Le rôle de la commission est donc, au travers du rapport qu'elle doit établir, d'évaluer pour chaque commune le montant des charges transférées à la communauté de communes. Cette évaluation, a pour objet d'éclairer la décision du conseil communautaire lors de la révision du montant de l'attribution de compensation.

La commission peut procéder au calcul du montant rectifié des attributions de compensation, mais ce calcul ne lie en aucun cas le conseil communautaire.

Le rapport de la commission doit être élaboré avant le 1^{er} octobre, puis transmis pour adoption aux conseils municipaux, lesquels disposent d'un délai de 3 mois. Le rapport doit être approuvé par délibérations concordantes à la majorité qualifiée des communes membres.

LA COMPOSITION

Par délibération n°20-170111-20, il a été arrêté que la CLECT est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées, chaque conseil municipal disposant d'un membre titulaire et d'un suppléant. La perte de la qualité de conseiller municipal d'une commune membre entraîne automatiquement la cessation des fonctions de représentant de ladite commune au sein de la commission.

Chaque fois que cela sera jugé nécessaire, des personnes extérieures peuvent y siéger :

- Fonctionnaires territoriaux de l'EPCI et des communes
- Fonctionnaires des services de l'Etat
- Consultants

LE FONCTIONNEMENT

Elle a également fixé ses règles de fonctionnement :

- Le délai de convocation des commissions est de 5 jours francs.
- Pour le quorum, la CLECT peut valablement conduire ses travaux dès que la majorité au moins de ses membres en exercice est présente.
- Le rapport de la commission est adopté à la majorité simple.

La commission s'est réunie aux dates suivantes :

- le 02 mai 2018 à Blaye
- le 06 juin 2018 à Blaye
- le 27 juin 2018 à Blaye
- le 11 juillet 2018 à Blaye

LE PRINCIPE DE SOLIDARITE

Depuis 2001, la Communauté de Communes de Blaye applique un principe de solidarité qui consiste à ne pas demander le reversement des attributions dues par les communes. 6 communes sont concernées :

- Fours
- Saint Genès
- Saint Paul
- Comps
- Gauriac
- Saint Clers de Canesse

Ce principe, notamment en vigueur lors des évolutions de périmètre, ne pourra s'appliquer dans ce cas de figure. Il ne s'agit pas d'un changement de périmètre et les charges transférées ne s'accompagnent pas d'un transfert de ressources. Dans ces conditions, ce principe ne pourra perdurer.

Les communes qui ont une attribution de compensation égale à 0, auraient une attribution à reverser à la communauté. Celles qui percevaient une attribution de la communauté la verront diminuer. Certaines d'entre elles, pourront passer de créditrice à débitrice.

Les charges transférées en 2018 seront à déduire des attributions en vigueur au 31 décembre 2017.

Les membres de la commission ont validé cette démarche lors de la commission du 02 mai 2018.

LE PERIMETRE DES TRAVAUX DE LA CLECT

Dans le cadre de ces travaux, la commission a eu à se prononcer sur diverses thématiques qui permettent de déterminer le volume des charges transférées pour l'exercice 2018.

Les charges à évaluer en 2018 concernent le transfert des zones d'activités économiques (en application de l'article 64 loi Notré du 07/08/2015), et le transfert de la compétence GEMAPI (en application de la loi MAPTAM du 27/01/2014 et articles 64, 68 et 84 loi Notré du 07/08/2015).

I/ Les zones d'activités économiques

Les zones d'activités concernées par le transfert ont fait l'objet d'une délibération du conseil communautaire le 22/11/2017. Elles sont au nombre de 4 :

- ZAE Bacalan à Blaye
- ZAC Haussman à Blaye
- ZAE Florimont à Berson

- **ZAE Boisredon à Blaye, Cars et Saint Martin Lacaussade**

Des charges de natures diverses sont à évaluer. Certaines sont plus faciles à évaluer que d'autres. C'est le cas de l'éclairage public, de l'entretien des espaces verts ou des bornes à incendie. En revanche, pour ce qui est des voiries et trottoirs, un chiffrage a été beaucoup plus difficile à réaliser. Tous les chiffrages sont réalisés en TTC. Des rencontres avec les communes concernées ont eu lieu.

S'agissant des espaces verts, de l'éclairage public et des bornes à incendie, les charges sont évaluées au réel en fonction des chiffres communiqués par les services municipaux.

S'agissant des voiries et trottoirs, les évaluations ont été réalisées en retenant la valeur de réfection des voies, lissée sur 6 ans pour celles en bi-couche et 15 ans pour celles en enrobés.

Les membres de la commission ont validé ces démarches lors de la réunion du 02 mai 2018.

L'évaluation des charges des différentes zones se décompose comme suit :

• **ZAE Bacalan à Blaye**

• Espaces verts :	1.149,60 €
• Eclairage Public :	76,79 €
• Consommation :	517,37 €
• Borne incendie:	25,00 €
• Voirie :	5.519,37 €
TOTAL	7.288,13 €

• **ZAC Haussman à Blaye**

• Espaces verts :	300,00 €
• Eclairage Public :	65,82 €
• Consommation :	443,46 €
• Borne incendie:	50,00 €
• Voirie :	2.418,29 €
TOTAL	3.277,57 €

• **ZAE Boisredon à Blaye**

• Espaces verts :	0,00 €
• Eclairage Public :	120,67 €
• Consommation :	813,01€
• Borne incendie:	25,00 €
• Voirie :	2.566.93 €
TOTAL	3.525,64 €

• **ZAE Florimond à Berson**

• Espaces verts :	2.592,00 €
• Eclairage Public :	275,81 €
• Forfait conso°:	131,51 €
• Voirie :	5.924,78 €
TOTAL	8.924,10 €

• ZAE Boisredon à Saint Martin Lacaussade

• Espaces verts :	1.520,90 €
• Eclairage Public :	390,96 €
• Forfait conso EP:	151,74 €
• Voirie :	3.638,76 €
TOTAL	5.702,36 €

• ZAE Boisredon à Cars

• Espaces verts :	2.147,64 €
• Eclairage Public :	682,78 €
• Forfait conso EP:	244,47 €
• Voirie :	6.264,80 €
TOTAL	9.339,69 €

Les évaluations ont été présentées à la commission lors des séances des 06 et 27 juin et les chiffrages définitifs ont pu être précisés pour l'adoption du présent rapport lors de la séance du 11 juillet.

II/ La compétence GEMAPI

La compétence GEMAPI recouvre 2 réalités bien différentes :

- La protection contre les inondations (PI)
- La gestion des milieux aquatiques (GEMA)

Protection contre les inondations

La commission a constaté qu'il n'y avait pas de charges supportées par les communes et qu'il n'y a donc pas de charges à évaluer.

Cette partie de la compétence sera donc à financer budgétairement ou fiscalement par la communauté de communes.

Les membres de la commission ont validé ce constat lors de la réunion du 02 mai 2018.

Gestion des milieux aquatiques

La GEMA recouvre 2 thématiques sur le territoire communautaire : le bassin versant du Moron et du Blayais, le bassin versant de la Livenne.

Bassin MORON/BLAYAIS

Il est rappelé l'évolution des participations au Syndicat lors des dernières années, le contexte général et les communes concernées. Il est précisé notamment qu'une commune veut sortir de ce périmètre, d'autres vont y entrer.

Compte tenu des évolutions, il a été proposé de retenir les participations communales 2017 au syndicat comme charges à transférer pour les communes qui en étaient membres. Les évolutions ultérieures seront financées par la communauté.

Pour les communes non membres du syndicat en 2017, il a été proposé de retenir comme charges les dépenses qu'elles auraient pu assumer dans le cadre de cette compétence. Ces chiffres pourront donc être intégrés au calcul.

Il a été proposé que le calcul des charges transférées soit réalisé en retenant les éléments suivants :

- Contributions communales 2017 au syndicat pour les communes qui en étaient membres
- Coûts supportés en 2017 par les communes intégrant le périmètre

Le chiffre obtenu est ensuite réparti sur la base des critères du syndicat.

Les membres de la commission ont validé cette démarche lors de la séance du 02 mai 2018.

Les charges à répartir sont établies comme suit :

COMMUNES	CONTRIBUTIONS 2017	AUTRES CHARGES
BERSON	16 065,00 €	
BLAYE	11 066,00 €	
CARS	6 464,00 €	
FLASSAC	5 250,00 €	
ST GENES	2 552,00 €	
ST MARTIN LACAUSSADE	4 205,00 €	
ST VIVIEN DE BLAYE	3 912,00 €	
ST CHRISTOLY DE BLAYE	16 358,00 €	
BAYON		2 527,20 €
COMPS		- €
GAURIAC	5 982,00 €	
SAMONAC		1 506,00 €
ST CIERIS DE CANESSE	3 536,00 €	
ST SEURIN DE BOURG	1 799,00 €	
VILLENEUVE	2 469,00 €	
TOTAL	79 658,00 €	4 033,20 €
TOTAL		83 691,20 €

Le total des charges à répartir selon les critères du Syndicat est donc de 83.691,20 €.

L'évaluation ainsi obtenue est la suivante :

COMMUNES	Habitants	Habitants dans BV	Taux	Superficie totale	superficie concernée	Tx superficie	Linéaire	Taux linéaire	Moyenne des taux	charges transférées
BERSON	1 831	1 831	10,91%	1 798	1 798	14,46%	23 320	28,95%	18,12%	15 152,61 €
BLAYE	5 029	5 029	29,96%	642	642	5,16%	2 200	2,73%	12,02%	10 558,75 €
CARS (75%)	1 197	898	5,35%	1 110	833	6,09%	7 780	9,66%	7,23%	6 053,78 €
FLASSAC	893	893	5,32%	712	712	5,72%	5 265	6,54%	5,88%	4 904,51 €
ST GENES (80%)	503	402	2,40%	741	593	4,77%	550	0,68%	2,62%	2 188,83 €
ST MARTIN LACAUSSE	1 185	1 185	7,06%	394	394	3,17%	3 064	3,80%	4,68%	3 914,12 €
ST VIVIEN DE BLAYE	389	389	2,32%	569	569	4,57%	5 000	6,21%	4,37%	3 654,47 €
ST CHRISTOLY DE BLAYE	2 042	2 042	12,16%	2 806	2 806	22,56%	15 700	19,49%	18,07%	15 124,94 €
BAYON	713	713	4,25%	1 112	1 112	8,94%	1 735	2,15%	5,11%	4 279,97 €
COMPS	539	539	3,21%	171	171	1,57%	945	1,17%	1,92%	1 606,53 €
GAURIAC	789	789	4,70%	1 015	1 015	8,16%	5 575	6,92%	6,59%	5 518,70 €
SAMONAC	446	446	2,66%	403	403	3,24%	1 640	2,04%	2,64%	2 213,09 €
ST CIER DE CANESSE	822	822	4,90%	680	680	5,47%	4 800	5,96%	5,44%	4 553,70 €
ST SEURIN DE BOURG	410	410	2,44%	247	247	1,99%	1 320	1,64%	2,02%	1 692,52 €
VILLEHEUVE	400	400	2,38%	463	463	3,72%	1 650	2,05%	2,72%	2 274,69 €
TOTAL	17 188	16 788	100,00%	12 863	12 437	100,00%	80 544	100,00%	100,00%	83 691,20 €

L'évaluation a été présentée et validée par la commission lors des séances des 06 et 27 juin.

Bassin LIVEENNE

8 communes sont concernées par le bassin de la Livenne.

Des emprunts sont à transférer, de même que des frais de gestion et des travaux d'entretien.

S'agissant des emprunts, il a été proposé de procéder à une évaluation moyenne des annuités jusqu'à extinction totale, obtenant ainsi un coût moyen annualisé.

Les membres de la commission ont validé cette démarche lors de la séance du 02 mai 2018.

Il est proposé d'inclure les frais de gestion administrative dans le calcul des charges transférées sur la base de la moyenne 2014-2016 de ces frais versés par les communes au syndicat.

Les membres de la commission ont validé cette démarche lors de la séance du 02 mai 2018.

La question des frais d'entretien sur les cours d'eau primaires et secondaires s'est avéré plus complexe à trancher. Le syndicat, aujourd'hui dissous, a mené ses derniers programmes d'intervention en 2012. Depuis 2016, c'est la communauté de communes de l'estuaire qui assurait cette mission par convention avec certaines communes mais n'est pas intervenue sur toutes. Les données étaient donc assez disparates.

Il avait été proposé de retenir les mêmes critères de répartition que pour le Moron mais la communauté ne disposant pas de toutes les données concernées pour ce

bassin, cette solution n'a pas pu être mise en œuvre. Aussi, il a donc été proposé, sur la base des travaux pilotés par la CCE, de déterminer un coût au mètre linéaire qui pourrait ensuite être appliqué à l'ensemble des communes concernées.

Les membres de la commission ont validé cette démarche lors de la séance du 02 mai 2018.

Toutefois, deux autres méthodes de calcul ont été testées pour valider la solution retenue.

Il s'est avéré qu'en calculant les charges transférées selon la moyenne des contributions communales de 2010 à 2016 ou en établissant un coût moyen annualisé, le montant des charges transférées s'est avéré sensiblement différent et plus important que par la méthode initialement retenue. Cela a conduit la commission à se réinterroger.

Après avoir étudiée ces nouvelles méthodes, la commission a fait le choix de rester sur la première méthode d'évaluation, laquelle aboutit aux résultats ci-après :

COMMUNES	FRAIS DE GESTION 2014/2016	EMPRUNT MOYEN 2018/2036		ENTRETIEN COURS D'EAU (x € / ML)		ENTRETIEN OUVRAGES	TOTAL
		CAPITAL	INTERET	ML	COUT		
CAMPUGNAN	618,60 €	459,80 €	135,05 €	4963	363,95 €	79,98 €	1 657,39 €
FOURS	238,81 €	177,51 €	52,14 €	1820	133,47 €	26,66 €	628,58 €
ST GENES	318,33 €	303,68 €	89,21 €	4607	337,85 €	13,33 €	1 062,40 €
SANT PAUL	629,93 €	600,95 €	176,52 €	15997	1 173,11 €	213,28 €	2 793,79 €
SAUGON	894,82 €	665,11 €	195,36 €	10800	792,00 €	133,30 €	2 680,59 €
GENERAC	1 024,30 €	761,35 €	223,62 €	15416	1 130,51 €	199,95 €	3 339,73 €
ST CHRISTOLY DEBLAYE	112,09 €	106,93 €	31,41 €	1175	86,17 €	- €	336,60 €
ST GIRONS DAIGUEVRES	674,76 €	643,73 €	189,06 €	13717	1 005,91 €	159,96 €	2 673,42 €
TOTAL	4 511,64 €	3 719,07 €	1 092,36 €	68495	5 022,97 €	826,46 €	15 172,50 €

L'évaluation a été présentée et validée par la commission lors des séances des 06 et 27 juin.

EVALUATION CHIFFREE

Selon les travaux de la commission, l'évaluation des charges transférées au 1^{er} janvier 2018 se synthétise comme suit :

COMMUNES	CHARGES TRANSFEREES			
	ZONE ACTIVITES	BV MORON BLAYAIS	BV LIVEPNE	TOTAL
Berson	8 924,10 €	15 152,61 €	- €	24 076,71 €
Blaye	14 091,34 €	10 558,75 €	- €	24 650,09 €
Campugnan	- €	- €	1 657,39 €	1 657,39 €
Cars	9 339,69 €	6 053,78 €	- €	15 393,47 €
Fours	- €	- €	628,58 €	628,58 €
Plassac	- €	4 904,51 €	- €	4 904,51 €
St-Genès-de-Blaye	- €	2 188,83 €	1 062,40 €	3 251,23 €
St-Martin-Lacaussade	5 702,36 €	3 914,12 €	- €	9 616,48 €
St-Paul	- €	- €	2 793,79 €	2 793,79 €
Bayon-sur-Gironde	- €	4 279,97 €	- €	4 279,97 €
Comps	- €	1 606,53 €	- €	1 606,53 €
Gauriac	- €	5 518,70 €	- €	5 518,70 €
St-Ciers-de-Canesse	- €	4 553,70 €	- €	4 553,70 €
St-Seurin-de-Bourg	- €	1 692,52 €	- €	1 692,52 €
Samonac	- €	2 213,09 €	- €	2 213,09 €
Villeneuve	- €	2 274,69 €	- €	2 274,69 €
Générac	- €	- €	3 339,73 €	3 339,73 €
St-Christoly-de-Blaye	- €	15 124,94 €	336,60 €	15 461,54 €
St-Girons-d'Aiguevives	- €	- €	2 673,42 €	2 673,42 €
St-Vivien-de-Blaye	- €	3 654,47 €	- €	3 654,47 €
Saugon	- €	- €	2 680,59 €	2 680,59 €
TOTAL	38 057,49 €	83 691,20 €	15 172,50 €	136 921,19 €

Les AC 2017

Le tableau ci-dessous indique les AC 2017.

COMMUNES	AC 2017
Berson	184 422,20 €
Blaye	341 028,28 €
Campugnan	3 794,92 €
Cars	184 673,40 €
Fours	- €
Plassac	6 235,77 €
Saint-Genès-de-Blaye	- €
Saint-Martin-Lacaussade	45 173,23 €
Saint-Paul	- €
Bayon-sur-Gironde	193 280,00 €
Comps	- €
Gauriac	- €
Saint-Ciers-de-Canesse	- €
Saint-Seurin-de-Bourg	8 853,00 €
Samonac	13 660,00 €
Villeneuve	40 279,00 €
Générac	7 689,00 €
Saint-Christoly-de-Blaye	83 322,00 €
Saint-Girons-d'Aiguevives	33 306,00 €
Saint-Vivien-de-Blaye	4 703,00 €
Saugon	168 910,00 €
TOTAL	1 319 329,80 €

Compte tenu des évaluations retenues par la commission, le montant des attributions de compensation 2018, si le conseil communautaire, seul compétent en la matière, valide le rapport de la commission, pourrait être le suivant :

COMMUNES	AC 2017	CHARGES TRANSFEREES AU 01/01/18	AC 2018
Berson	184 422,20 €	24 076,71 €	160 345,49 €
Blaye	341 028,28 €	24 650,09 €	316 378,19 €
Campugnan	3 794,92 €	1 657,39 €	2 137,53 €
Cars	184 673,40 €	15 393,47 €	169 279,93 €
Fours	- €	628,58 €	- 628,58 €
Plassac	6 235,77 €	4 904,51 €	1 331,26 €
Saint-Genès-de-Blaye	- €	3 251,23 €	- 3 251,23 €
Saint-Martin-Lacaussade	45 173,23 €	9 616,48 €	35 556,75 €
Saint-Paul	- €	2 793,79 €	- 2 793,79 €
Bayon-sur-Gironde	193 280,00 €	4 279,97 €	189 000,03 €
Comps	- €	1 606,53 €	- 1 606,53 €
Gauriac	- €	5 518,70 €	- 5 518,70 €
Saint-Clers-de-Canesse	- €	4 553,70 €	- 4 553,70 €
Saint-Seurin-de-Bourg	8 853,00 €	1 692,52 €	7 160,48 €
Samonac	13 660,00 €	2 213,09 €	11 446,91 €
Villeneuve	40 279,00 €	2 274,69 €	38 004,31 €
Générac	7 689,00 €	3 339,73 €	4 349,27 €
Saint-Christoly-de-Blaye	83 322,00 €	15 461,54 €	67 860,46 €
Saint-Girons-d'Alguevives	33 306,00 €	2 673,42 €	30 632,58 €
Saint-Vivien-de-Blaye	4 703,00 €	3 654,47 €	1 048,53 €
Saugon	168 910,00 €	2 680,59 €	166 229,41 €
TOTAL	1 319 329,80 €	136 921,20 €	1 182 408,60 €

VOTE

Après avoir présenté le rapport et demandé aux membres de la commission s'ils souhaitent faire des observations, Mr Francis RIMARK, Président de la CLECT, soumet le présent rapport, fixant comme indiqué ci-dessus le montant des charges transférées des communes membres, à l'approbation de la commission. Ces évaluations seront ensuite, après adoption du rapport par les communes, transmises pour approbation à la communauté de communes.

Le résultat du vote est le suivant :

. pour : 17
. abstention : 0
. contre : 0

CONCLUSION

Le rapport présenté est adopté à l'unanimité et détermine donc les charges transférées à la communauté de communes à compter de l'exercice 2018. Il sera transmis dans les prochains jours aux communes qui disposeront d'un délai de 3 mois pour se prononcer sur sa validation.